

(N° 441.)

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 14 JUILLET 1920.

---

## Projet de loi

relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre <sup>(1)</sup>.

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HUBIN.

---

MESSIEURS,

Le projet de loi relatif à la mise sous administration judiciaire des entreprises ayant prêté une aide illicite à l'ennemi pendant la période d'occupation de guerre a été amendé par le Sénat, et est soumis à nouveau aux délibérations de la Chambre.

Le Sénat propose de rédiger l'article 4 comme suit :

*Si le tribunal estime que pour un motif quelconque il n'y a pas lieu de confier à un séquestre le soin de continuer l'exploitation, il peut, soit dès le réquisitoire d'instruction, soit après condamnation pénale, placer l'entreprise sous la surveillance d'un administrateur judiciaire qui sera nommé par le même jugement. Les pouvoirs de cet administrateur seront ceux donnés au conseil judiciaire par l'article 513 du Code civil.*

*Après la condamnation pénale, le tribunal pourra, au lieu de nommer un séquestre, évaluer forfaitairement le chiffre des bénéfices réalisés ou à réaliser par l'entreprise pendant le temps qu'aurait duré le séquestre et fixer les délais de paiement.*

*L'administrateur judiciaire sera chargé de percevoir ladite somme au profit de l'État.*

*Jusqu'à parfait paiement desdites sommes, des intérêts et des frais, le*

---

(1) Projet de loi n° 417.

(2) La Commission, présidée par M. Carton de Wiart, était composée de MM. Carton de Wiart, Colleaux, Hubin, Van Hoegaerden, Van Limburg Stirum, Van Remoortel et Wauwermans.

*Trésor public a privilège sur tous les meubles, et hypothèque légale sur tous les immeubles de l'entreprise.*

Le texte voté par la Chambre ne comprenait que le premier alinéa du texte proposé par le Sénat.

Par l'ajoute proposée, le Sénat a voulu donner plus d'élasticité quand à l'application de la loi et permettre éventuellement aux tribunaux de fixer forfaitairement les chiffres des bénéfices réalisés, tout en nommant un administrateur judiciaire chargé de la surveillance de l'entreprise et de la perception des sommes fixées par le forfait.

Dans le dernier alinéa de l'article amendé, le Sénat propose de donner privilège au Trésor sur tous les meubles et hypothèque légale sur tous les immeubles de l'entreprise.

La Commission spéciale propose à la Chambre de se rallier à ces textes amendés. Elle émet toutefois le vœu formel de voir l'Administration, chaque fois que naîtrait une hypothèque légale à son profit du fait de l'application de la loi, faire procéder à l'inscription de cette hypothèque, pour éviter que des tiers puissent être lésés.

\*  
\* \* \*

Outre la modification qui fait l'objet du nouvel article 4 du projet renvoyé par le Sénat, la Haute Assemblée a adopté, sur la proposition de M. Ryckmans, une modification dans le texte flamand, tendant à substituer le mot *dwangbeheerder* au mot *bewaarder* pour rendre l'expression française *séquestre*.

Voici en quels termes l'honorable Sénateur s'exprimait en séance du 6 juillet 1920 (*Sénat, Annales*, p. 490, *Ec col.*) :

« Messieurs, je voulais simplement signaler que, au point de vue de la rédaction flamande, il y a des erreurs dans le texte. On traduit séquestre par « *bewaarder* ». Or, dans le sens actuel qui est donné au mot « séquestre », celui-ci ne désigne pas un conservateur, mais un administrateur d'un genre spécial. Ce n'est plus du tout le séquestre tel qu'il est défini dans le Code civil, car il a des attributions toutes particulières.

« La traduction du mot séquestre, dans le cas actuel, est non pas « *bewaarder* », conservateur, mais « *dwangbeheerder* ». Si donc le Sénat amende le projet de loi, j'espère qu'il tiendra compte de cette observation.

Personnellement incompétents pour juger du fondement et de la valeur des observations d'ordre linguistique présentées au Sénat, nous nous sommes adressés au Directeur des services législatifs flamands et voici le texte de la note qu'il nous a fait parvenir :

« C'est dans le texte flamand du projet présenté par M. le Ministre des Affaires Économiques le 13 janvier 1920 que se rencontre le mot *bewaarder* pour rendre l'expression *séquestre* du texte français.

« M. le Sénateur Ryckmans a signalé à bon droit que l'expression flamande *bewaarder* ne rend nullement le sens de l'expression française *séquestre*, surtout quand il s'agit du séquestre spécial dont il est question dans l'espèce et qui est assimilable au séquestre de guerre visé par les *Pandectes belges*, *Séquestre de guerre*.

« Nous cessons d'être d'accord avec l'honorable Sénateur, quand il propose de

remplacer *bewaarder* par *dwangbeheerder*. Nous estimons que le seul mot, qui convienne dans l'espèce, est purement et simplement *Sequester*.

» Il en est du mot *Séquestre* comme d'une longue série de mots qui ont une signification si précise, si nette et ont une nuance telle qu'ils sont intraduisibles et qu'ils finissent par être adoptés dans la plupart des langues, soit sans modification aucune, soit avec certaines désinences ou certaines formes propre à chaque langue.

» Ainsi, le mot *séquestre* se dit pour désigner l'administrateur spécial qu'il vise :

- » *Sequestrator*, en anglais ;
- » *Sequester*, en allemand ;
- » *Sequestrario*, en italien ;
- » *Secuestrador*, en espagnol ;
- » *Sequester*, en néerlandais (Code de procédure civile, art. 53).
- » Quant à *séquestre* dans le sens de *mise sous sequestre*, il se dit :
- » *Sequestration*, *Sequester*, en anglais ;
- » *Sequestration*, en allemand ;
- » *Sequestrazione*, *Sequestro*, en italien ;
- » *Secuestracion*, *secuestro*, en espagnol ;
- » *Sequestratie*, en néerlandais (Code civil, art. 1767-1776).

» Dans ces conditions, nous aurions tort, nous semble-t-il, de pousser à l'excès, dans les textes flamands de nos lois, le purisme de la langue parlée par nos compatriotes flamands et, dans le cas qui nous occupe, de recourir, pour rendre l'expression française *séquestré*, à une autre expression flamande que celle de *sequester*, qui est déjà communément employée par le peuple et les praticiens flamands.

» Toute autre expression, notamment celles de *dwangbeheerder*, *dwangbeheer*, ne refléterait qu'imparfaitement le mot *séquestre*. Les expressions *dwangbeheerder*, *dwangbeheer* sont, au surplus, fort critiquables au point de vue philologique flamand ; si on les prend isolément, sans les mettre en regard de l'expression française *séquestre*, personne ne songera à leur donner le sens qui s'attache à cette dernière expression.

» Sans entrer à cet égard dans de plus amples détails, nous nous bornons à dire que nous croyons pouvoir les considérer comme rentrant dans cette catégorie de mots que des Flamands, puristes à l'excès, ont inventés ou forgés : tels *land-schepen* pour *ministre*, *gouwgraaf* pour *gouverneur provincial*, *gemeenteboekhouder* pour *secrétaire communal*, *spreekdraad* pour *téléphone*, *seindraad* pour *télégraphe*, etc. Ce sont là des fantaisies qu'on peut se permettre dans le domaine purement littéraire, mais qui ne peuvent être tolérées dans les textes de lois. »

La Commission, se ralliant à cette note, propose à la Chambre de maintenir le mot *dwangbeheerder* en affirmant toutefois de manière expresse que ce mot n'est maintenu avec la signification de *séquestre* qu'à titre exceptionnel et uniquement pour éviter le renvoi au Sénat.

Le Rapporteur,

G. HUBIN.

Le Président,

H. CARTON DE WIART.

(4)

( N<sup>o</sup> 441. )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 14 JULI 1920.

---

## Wetsontwerp

betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen welke tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt (1).

---

## VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HUBIN.

---

MIJNE HERREN,

Het wetsontwerp betreffende het stellen onder gerechtelijk beheer van de ondernemingen, welke tijdens de oorlogsbezetting ongeoorloofde hulp aan den vijand hebben verstrekt, werd door den Senaat gewijzigd en is opnieuw aan de Kamer ter behandeling voorgelegd.

De Senaat stelt voor, artikel 4 te doen luiden :

*Acht de rechtbank dat er, om eenige reden, geen grond is een dwang-beheerder met de voortzetting van het bedrijf te belusten, dan kan zij, hetzij vanaf de vordering tot onderzoek, hetzij na strafveroordeeling, de onderneming onder het toezicht stellen van een gerechtelijken beheerder, die bij hetzelfde vonnis benoemd wordt. De bevoegdheden van dezen beheerder zijn die, door artikel 513 van het Burgerlijk Wetboek verleend aan den gerechtelijken raadsman.*

*Na de strafveroordeeling kan de rechtbank, in plaats van een dwang-beheerder te benoemen, eens voor al het bedrag ramen van de winsten, door de onderneming gemaakt of te maken gedurende de sequestratie, en bepalen binnen welken tijd de betaling moet geschieden.*

*De gerechtelijke beheerder wordt gelast, gezegde som op te trekken ten behoeve van den Staat.*

*Zoolang die sommen, de interesten en de kosten niet ten volle betaald zijn, heeft de Openbare Schatkist voorrecht op al de roerende goederen en wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen van de onderneming.*

---

(1) Wetsontwerp, n<sup>o</sup> 417.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Carton de Wiart, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Colleaux, Hubin, Van Hoegaerden, Van Limburg Stirum, Van Remeortel en Wauwermans.

In den tekst, door de Kamer aangenomen, kwam slechts het eerste lid voor van den tekst voorgesteld door den Senaat.

Door de toegevoegde bepaling wilde de Senaat den tekst leniger maken voor de toepassing der wet en, bij voorkomend geval, aan de rechtbanken toelaten, de cijfers van de gemaakte winsten eens voor al vast te stellen en tevens een gerechtelijken beheerder te benoemen, belast met het toezicht op de onderneming en met het invorderen van de eens voor al bepaalde sommen.

In de slotalinea van het gewijzigd artikel stelt de Senaat voor, een voorrecht op al de roerende goederen en eene wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen der onderneming aan de Schatkist te verleen.

De Bijzondere Commissie stelt aan de Kamer voor, die gewijzigde teksten goed te keuren. Zij uit echter den uitdrukkelijken wensch, dat het Beheer, telkens als het krachtens deze wet eene wettelijke hypotheek zou verkrijgen, deze hypotheek zou doen inschrijven om te vermijden dat derde personen kunnen benadeeld worden.

\* \* \*

Benevens de wijziging welke aanleiding gaf tot het nieuw artikel 4 van het door den Senaat teruggezonden ontwerp, heeft de Hooge Vergadering, op voorstel van den heer Ryckmans, eene wijziging in den Vlaamschen tekst gebracht, krachtens welke het woord *bewaarder* vervangen wordt door het woord *dwangbeheerder* ter vertaling van het Fransche woord *séquestre*.

De achtbare Senator sprak hieromtrent, ter vergadering van 6 Juli 1920, (*Senaat, Handelingen, bl. 490, 2° kol.*) als volgt :

« Mijne Heeren, ik wilde er enkel op wijzen, dat in den Vlaamschen tekst » missingen voorkomen. *Séquestre* wordt vertaald door *bewaarder*. Nu, » volgens de huidige beteekenis, aan het woord « *séquestre* » gehecht, » wordt daardoor bedoeld niet een bewaarder, maar wel een beheerder » van bijzonderen aard. Er is hier hoegenaamd geen sprake van den » « *séquestre* » zooals hij in het Burgerlijk Wetboek wordt omschreven; » hij heeft inderdaad gansch bijzondere bevoegdheden.

» Het woord « *séquestre* » moet in dit geval vertaald worden niet door » *bewaarder* (conservateur), maar wel door *dwangbeheerder*. Wordt het » wetsontwerp door den Senaat gewijzigd, dan hoop ik dat hij met deze » opmerking zal rekening houden ».

Daar wij persoonlijk niet bevoegd zijn om te oordeelen over de gegrondheid of over de waarde der in den Senaat aangevoerde taalkundige aanmerkingen, hebben wij ons gewend tot den Bestuurder van de Vlaamsche Diensten der Wetgevende Kamers, en deze deed ons de volgende nota worden :

« Het woord *bewaarder* ter vertaling van het Fransche woord *séquestre* » komt voor in den Vlaamschen tekst van het ontwerp, door den Minister » van Economische Zaken ingediend den 13<sup>e</sup> Januari 1920.

» Terecht heeft Senator Ryckmans er op gewezen, dat het Vlaamsche » woord *bewaarder* geenszins de juiste beteekenis weergeeft van het

» Fransche woord *séquestre*, vooral wanneer er sprake is, zooals hier, van  
 » den bijzonderen « *séquestre* », die kan worden gelijkgesteld met den  
 » « *séquestre de guerre* », van wien de *PANDECTES BELGES* gewagen  
 » v° *Séquestre de guerre*.

» Wij zijn het echter niet meer eens met den achtbaren Senator, wanneer  
 » hij voorstelt het woord *bewaarder* te vervangen door *dwangbeheerder*.  
 » Wij meenen dat *sequester* hier het eenige gepaste woord is:

» Het woord *sequester* behoort tot die lange reeks van woorden, welke  
 eene zoo duidelijk bepaalde beteekenis hebben, een zoo bijzonder begrip  
 voorstellen, dat zij onvertaalbaar zijn en, per slot van rekening, worden  
 opgenomen in meest al de talen, hetzij zonder eenige wijziging, hetzij met  
 een uitgang of een vorm eigen aan elke taal.

» Aldus wordt het woord *séquestre*, wanneer het den bijzonderen beheer-  
 der bedoelt :

» In het Engelsch geschreven : *sequestrator* ;  
 » In het Duitsch : *sequester* ;  
 » In het Italiaansch : *sequestrario* ;  
 » In het Spaansch : *secuestrador* ;  
 » In het Nederlandsch : *sequester* (Wetboek van Burgerlijke Rechtsvorde-  
 ring, art. 53).

» Bedoelt *séquestre* echter het onder *sequester* stellen, dan wordt het :

» *Sequestration*, *sequester*, in het Engelsch ;  
 » *Sequestration*, in het Duitsch ;  
 » *Sequestrazione*, *sequestro*, in het Italiaansch ;  
 » *Secuestración*, *secuestro*, in het Spaansch ;  
 » *Sequestratie*, in het Nederlandsch (Burgerlijk Wetboek, art. 1767-1776).

« Onder die omstandigheden zouden wij, naar onze meening, ongelijk  
 » hebben, het purisme in de Vlaamsche wetsteksten te overdrijven en het  
 » Fransche woord *séquestre* door een ander Vlaamsch woord dan *sequester*  
 » te vertalen ; deze laatste uitdrukking wordt, trouwens, reeds doorgaans  
 » gebruikt door het volk en door de Vlaamsche rechtsgeleerden.

» Elke andere uitdrukking, namelijk *dwangbeheerder*, *dwangbeheer*, zou  
 » den zin van het woord *séquestre* slechts op onvolledige wijze weergeven.  
 » De woorden *dwangbeheerder*, *dwangbeheer* zijn daarenboven, in taalop-  
 » zicht, zeer betwistbaar ; neemt men deze woorden afzonderlijk, zonder  
 » ze in verband te stellen met het Fransche woord *séquestre*, dan zal nie-  
 » mand er aan denken hun de beteekenis van « *séquestre* » toe te kennen.

« Zonder daarover uit te weiden, meenen wij te mogen beweren dat  
 » gezegde woorden behooren tot die welke door overdreven puristen wer-  
 » den gesmeed, zooals : *landschepen* voor *ministre*, *gouwgraaf* voor *gou-  
 » verneur provincial*, *gemeenteboekhouder* voor *secrétaire communal*, *spreek-  
 » draad* voor *téléphone*, *seindraad* voor *télégraphe*, enz. Dat zijn vrijheden,  
 » die men zich veroorloven mag op louter letterkundig gebied, doch die  
 » niet mogen geduld worden in wetsteksten. »

De Commissie vereenigt zich met deze nota en stelt aan de Kamer voor, het woord *dwangbeheer* te behouden, mits het nadrukkelijk wordt verstaan dat het met de beteekenis van *séquestre* hier wordt behouden alleen bij uitzondering en enkel om de terugzending van het ontwerp naar den Senaat te vermijden.

*De Verslaggever,*

G. HUBIN.

*De Voorzitter,*

H. CARTON DE WIART.

---